

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE,
DE LA POLITIQUE SCIENTIFIQUE,
DE L'ÉDUCATION, DES
INSTITUTIONS SCIENTIFIQUES
ET CULTURELLES NATIONALES,
DES CLASSES MOYENNES ET DE
L'AGRICULTURE

du

MARDI 07 DÉCEMBRE 2010

Matin

COMMISSIE VOOR HET
BEDRIJFSLEVEN, HET
WETENSCHAPSBELEID, HET
ONDERWIJS, DE NATIONALE
WETENSCHAPPELIJKE EN
CULTURELE INSTELLINGEN, DE
MIDDENSTAND EN DE
LANDBOUW

van

DINSDAG 07 DECEMBER 2010

Voormiddag

La discussion des questions est ouverte à 10 h 28 par Mme Liesbeth Van der Auwera, présidente.

01 Question de Mme Ann Vanheste à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "l'indemnité compensatoire de pertes de revenus accordée aux indépendants en cas de travaux publics" (n° 1220)

01.01 Ann Vanheste (sp.a): Les modifications apportées à la loi du 3 décembre 2005 instaurant une indemnité compensatoire de pertes de revenus en faveur des travailleurs indépendants victimes de nuisances dues à la réalisation de travaux sur le domaine public sont entrées en vigueur le 1^{er} janvier 2009. Une dotation de 1 million d'euros provenant du budget fédéral est versée au Fonds de participation. L'indemnité journalière allouée aux indépendants a été portée de 44,20 à 70 euros.

Combien d'indépendants ont reçu une indemnité compensatoire en 2009 et 2010? Quel est le montant des indemnités versées? Combien de jours de travaux ont entraîné le versement d'indemnités? Combien de demandes ont été refusées et pour quels motifs? La dotation fédérale annuelle suffit-elle? À quel montant s'élèvent les frais de fonctionnement annuels de ce système?

01.02 Sabine Laruelle, ministre (*en néerlandais*): En 2009, 784 indépendants ont perçu une indemnité compensatoire de pertes de revenus et au 30 septembre 2010 ce nombre s'élevait à 839. En 2009, le montant versé s'élevait à 1,4 million d'euros et au 30 septembre 2010 il se montait à 1,3 million d'euros. En 2009, 20 264 jours ont été indemnisés et au 30 septembre 2010 ce nombre s'élevait à 19 613.

En 2009, 124 demandes ont été refusées et au 30 septembre 2010 ce nombre s'élevait à 75. Il existe plusieurs motifs de non-recevabilité ou de refus: l'absence d'une attestation de nuisance ou le fait que celle-ci est incomplète, des informations erronées fournies par les administrations communales, le non-respect du délai pour l'envoi de la demande, une fermeture trop courte, des demandes avec effet rétroactif, d'autres revenus, la non-fermeture des établissements et le fait que le demandeur n'est pas un indépendant à titre principal.

La loi du 3 décembre 2005 est entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2006. Jusqu'au 31 décembre 2008, les maîtres d'œuvre ont financé ce système mais à la suite des modifications intervenues fin 2008, l'indemnité est financée depuis le 1^{er} janvier 2009 par une dotation fédérale. Les mesures transitoires disposent toutefois que les maîtres d'œuvre continuent à verser une contribution pour tous les travaux adjugés ou entamés jusqu'au 31 décembre 2008 et dont la date de la facture est antérieure au 1^{er} janvier 2010.

Pour 2009, le fonds a perçu 400 024 euros et jusqu'au 30 septembre 2010, 296 189 euros. D'ici la fin de l'année, le montant total des indemnités versées devrait s'élever à environ 1,8 million d'euros. Les contributions des maîtres d'œuvre s'élèveraient à environ 1,6 million d'euros. Les frais de fonctionnement s'élèvent à 120 000 euros par an. Les mesures relatives au Fonds de participation présenteront dès lors un léger déséquilibre fin 2010.

Les secteurs qui recourent le plus à l'indemnité sont le commerce de gros et de détail, les réparateurs de voitures et de motos, les hôtels, les sociétés de catering et les industries de transformation.

L'incident est clos.

02 Question de Mme Kattrin Jadin au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "la situation des PME après la crise" (n° 1357)

02.01 Kattrin Jadin (MR): Le baromètre des PME, établi par Deloitte Fiduciaire, révèle que plus d'un tiers des PME ont terminé l'année 2009 dans le rouge. En 2009, 62 PME ont enregistré un recul de leur chiffre d'affaires pour la deuxième année consécutive. La baisse moyenne du chiffre d'affaires est de 17,2 % et les plus touchées accusent un recul de 31,8 %. Il est indispensable de soutenir ces PME.

Confirmez-vous ces chiffres? À quelle évolution peut-on s'attendre?

02.02 Sabine Laruelle, ministre (*en français*): Le sixième baromètre des PME de Deloitte Fiduciaire montre que les plus petites entreprises sortent vraiment fragilisées de cette période de crise. Cet état de fait est confirmé par la dernière édition du baromètre trimestriel sur l'accès des PME aux financements bancaires mis en place fin 2008 par le Centre de connaissance du financement des PME (CeFiP).

Nombre de PME ont utilisé leurs réserves pour faire face à la situation de crise.

L'accès à des lignes de crédit à court terme est plus que jamais essentiel. J'ai entamé une concertation avec le secteur financier, coordonnée par le CeFiP. Un premier rapport est prévu pour le 15 décembre 2010.

Le baromètre du CeFiP, à l'instar de l'enquête mensuelle de conjoncture menée par la Banque Nationale auprès des entreprises, montre que la confiance des chefs d'entreprise s'est renforcée en septembre, après s'être dégradée en août. L'indice du CeFiP mesurant le climat entrepreneurial est même à son meilleur niveau (5.38/10) depuis la création du baromètre. Il convient toutefois de rester prudents. Le CeFiP s'attend à un statu quo pour le prochain baromètre (janvier 2011).

Les prévisions de la Banque Nationale et du Bureau fédéral du Plan concernant les dépenses de consommation finale du privé et des administrations publiques sont encourageantes pour l'activité économique en 2011. Toutefois, le taux de chômage devrait atteindre 8,7 % en 2011.

L'horeca et les commerces risquent particulièrement de souffrir du climat d'incertitude.

Le maintien des mesures, à tous les niveaux, pour soutenir l'accès des entreprises au crédit continuera à jouer un rôle extrêmement important.

02.03 Kattrin Jadin (MR): En communauté germanophone, plus de 4 000 personnes exercent une activité d'indépendant à titre principal ou subsidiaire. On me confirme constamment le besoin de disposer de lignes de crédit pour permettre un certain roulement dans les activités.

L'incident est clos.

03 Questions jointes de

- M. Peter Luykx à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "le déménagement du Vlaamse Raad fv et du CFGOA" (n° 1374)
- Mme Liesbeth Van der Auwera à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la

Politique scientifique sur "les locaux actuels et futurs de l'Ordre des Architectes" (n° 1447)

03.01 Peter Luykx (N-VA): Le Vlaamse Raad van de Orde van Architecten et le Conseil francophone et germanophone de l'Ordre des Architectes (CFGOA) siègent ensemble rue de Livourne, mais le bâtiment devient trop exigu. Un autre bâtiment est recherché mais les choses ne sont pas simples. Lors d'une réunion récente du Conseil national, les francophones sont notamment revenus sur des accords conclus précédemment.

Que pense la ministre des accords conclus entre le Vlaamse Raad et le CFGOA? Quand un nouveau bâtiment sera-t-il disponible? Quels sont les moyens prévus pour la poursuite de la numérisation des services?

03.02 Liesbeth Van der Auwera (CD&V): L'Ordre des Architectes recherche de nouveaux locaux. L'aile francophone et l'aile néerlandophone avaient convenu de ne pas acheter de nouvel immeuble en commun et de vendre le siège national. Lors d'une réunion du Conseil national, toutefois, les francophones sont revenus sur ces accords et ont décidé de ne plus soutenir le projet flamand de sièges distincts.

Quelle est la position de la ministre à propos des locaux actuels de l'Ordre des Architectes, rue de Livourne, qui sont dans un état lamentable, et des accords passés entre les deux ailes linguistiques concernant le déménagement? Dans quel délai les deux ailes s'installeront-elles dans leurs nouveaux locaux?

03.03 Sabine Laruelle, ministre (*en néerlandais*): Bien que le Vlaamse Raad et le CFGOA puissent délibérer distinctement, la compétence décisionnelle appartient exclusivement au Conseil national de l'Ordre des Architectes. Le commissaire du gouvernement m'a fait savoir que le Conseil national étudie la possibilité d'un déménagement et envisage deux options à cet égard. La tutelle de la ministre des Classes moyennes se limite à l'aspect budgétaire. Il ne m'appartient pas de prendre position à propos du déménagement. Je respecte les décisions du Conseil national dans les limites du contrôle légal. Je n'ai pas davantage connaissance du délai dans lequel le déménagement aura lieu. L'octroi des moyens aux conseils relève de la cuisine interne et ne me concerne pas. Je n'ai pas été informée de propositions en matière de numérisation.

03.04 Peter Luykx (N-VA): La ministre continue à défendre le système actuel, alors qu'il apparaît à l'évidence qu'il ne fonctionne pas. Contre la volonté de l'aile néerlandophone, un espace situé rue de Livourne a été réaménagé pour un montant de 75 000 euros. Ensuite, le déménagement des Flamands n'a pas eu lieu, les francophones étant revenus sur des accords conclus antérieurement. Il est clair que le système ne fonctionne pas et qu'il y a lieu de le modifier.

03.05 Sabine Laruelle, ministre (*en néerlandais*): Je conteste votre position. Les allégations de certains membres flamands quant au fonctionnement de l'Ordre des Architectes sont dénuées de fondement.

(*En français*) Au Conseil national de l'Ordre des Architectes, on parle les trois langues nationales et il est faux d'affirmer que rien ne fonctionne. Mais j'ignore comment vous souhaitez mener la politique à l'avenir.

Depuis sept ans et demi, j'ai toujours respecté la loi. Un ministre n'a pas à dicter les choses à un Ordre professionnel comme celui des architectes.

Pour ce qui concerne le déménagement, je vous rassure: la bonne gestion n'est pas un apanage flamand. Deux options sont sur la table. Si l'opération entraîne une augmentation substantielle de la cotisation, je m'y opposerai, le budget étant soumis à mon approbation.

03.06 Peter Luykx (N-VA): Je ne dis pas que tout fonctionne mal mais certains indices montrent que manifestement, tout ne fonctionne pas comme cela devrait fonctionner. Je propose que nous nous penchions un jour sur ces dysfonctionnements. Je pense que cela fait partie des missions du commissaire du gouvernement.

03.07 Sabine Laruelle, ministre (*en néerlandais*): Cela fait partie des missions du commissaire du gouvernement mais non de celles de la ministre.

03.08 **Liesbeth Van der Auwera** (CD&V): Voici quelques semaines, nous avons débattu ici même d'une réforme de l'Ordre des Architectes. J'ai aussi déposé une proposition de loi sur ce sujet. Les deux ailes linguistiques de l'Ordre se réunissent séparément mais elles ne peuvent rien décider. Tel qu'il existe aujourd'hui, l'Ordre ne fonctionne plus convenablement.

03.09 **Sabine Laruelle**, ministre (*en néerlandais*): Il faut en effet réformer l'Ordre des Architectes. Les deux ailes linguistiques de l'Ordre ont déjà consacré de nombreuses réunions à la réforme. Un large compromis s'est dégagé mais trois pierres d'achoppement subsistent. Quoique, dans un gouvernement en affaires courantes, je ne puisse prendre aucune initiative ministérielle pour financer cette restructuration, je suis disposée à réaliser cette réforme en collaboration avec votre commission. L'écueil qu'il faut éviter à tout prix, c'est de réaliser une réforme contre la volonté de l'une ou de l'autre aile linguistique. Les deux ailes doivent conclure un accord à ce sujet.

03.10 **Peter Luykx** (N-VA): À cet égard, la N-VA a introduit une nouvelle proposition de loi, qui pourrait constituer un début de solution.

La **présidente**: Les propositions relatives à la réforme de l'Ordre des Architectes sont inscrites à l'ordre du jour. Nous les examinerons en janvier et en février.

L'incident est clos.

04 **Question de Mme Liesbeth Van der Auwera à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "la possibilité de procéder à une vente de liquidation à la suite de dommages causés par l'eau" (n° 1377)**

04.01 **Liesbeth Van der Auwera** (CD&V): Les inondations du mois dernier ont aussi touché de nombreux indépendants. Lorsque l'activité normale d'un commerce est devenue impossible à la suite d'une force majeure comme des dommages causés par l'eau, il est permis de procéder à une vente de liquidation. À cette fin, il convient d'introduire une demande au service Réglementation commerciale.

Combien de demandes ont été introduites? Combien ont été acceptées? Les indépendants sont-ils suffisamment informés de l'existence de cette mesure?

04.02 **Sabine Laruelle**, ministre (*en néerlandais*): L'article 25 de la loi relative aux pratiques du marché dispose que l'entrepreneur qui satisfait à l'une des neuf conditions légales pour l'organisation d'une vente en liquidation, doit en informer le SPF Économie. Il n'est donc pas tenu de faire une demande.

Depuis les inondations de novembre, le SPF Économie a reçu trois notifications depuis le Brabant wallon. Toutes trois étaient conformes aux conditions légales. Les règles relatives à la vente en liquidation sont bien connues des entrepreneurs: la loi du 6 avril 2010 relative aux pratiques du marché et à la protection du consommateur ne les a d'ailleurs pas modifiées.

Je souligne que pour pouvoir invoquer la force majeure, il faut avoir subi des inconvénients graves et de longue durée, comme des travaux qui durent des mois et entravent fortement l'accès à l'établissement commercial.

L'incident est clos.

Président: Peter Logghe.

05 **Question de Mme Liesbeth Van der Auwera à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "l'intermédiaire de crédit" (n° 1378)**

05.01 **Liesbeth Van der Auwera** (CD&V): Selon la Banque Nationale, les PME ont de nouveau plus facilement accès au crédit. Ceci dit, certains problèmes subsistent: les banques réclament des indemnités de remploi et des garanties élevées, et les crédits de caisse demeurent très coûteux.

En février 2009, un Médiateur du crédit a été désigné dans le cadre du plan de relance des PME. Combien

de demandes le Médiateur du crédit a-t-il déjà reçues concernant des litiges entre des PME et des banques? Combien de dossiers ont-ils déjà eu une suite favorable? Le Médiateur du crédit est-il suffisamment connu? La collaboration avec les Régions est-elle suffisante? Les entreprises savent-elles par exemple à quel niveau de pouvoir elles peuvent s'adresser pour bénéficier de telle ou telle mesure de soutien? La fonction de Médiateur du crédit est-elle permanente ou sera-t-elle supprimée une fois que la crise sera terminée?

05.02 Sabine Laruelle, ministre (*en néerlandais*): À ce jour, le Service de médiation de crédit a reçu 466 dossiers de médiation en matière de crédit et 10 dossiers portant sur une intervention dans le cadre de problèmes liés à une assurance crédit. Une petite minorité des dossiers étaient irrecevables. Soixante et un pour cent des dossiers ont connu une issue favorable. Ce type de médiation a certainement déjà permis de sauver 2 000 emplois.

L'envoi d'un dépliant informatif et d'un courrier d'accompagnement aux fédérations professionnelles devrait permettre de remédier au manque de notoriété du Médiateur du crédit. Des informations seront également diffusées à ce propos par voie de presse.

Le service entretient bien entendu des contacts avec les différentes institutions qui offrent des mesures de soutien sur les plans régional et fédéral. D'une façon générale, le service parvient à instaurer une concertation rapide sur des problèmes très concrets grâce à ses personnes de contact auprès de ces institutions et des banques.

La médiation du crédit a été reconnue par l'OCDE comme une très bonne pratique, qui a par ailleurs été adoptée par plusieurs États membres. Il est dès lors envisagé de conférer un caractère structurel à la mesure relative au Médiateur du crédit, eu égard à ses effets positifs et à son coût limité. Si l'économie reprend, le nombre de dossiers relatifs à la médiation du crédit ne cesse, lui, d'augmenter. À ce jour, la mesure est financée par le CeFiP sur fonds propres. Peut-être convient-il de prévoir un autre financement.

05.03 Liesbeth Van der Auwera (CD&V): Je me réjouis de votre intention de conférer un caractère structurel à la médiation du crédit.

L'incident est clos.

06 Question de Mme Liesbeth Van der Auwera à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "l'évaluation de la loi-cadre du 1^{er} mars 1976 réglementant la protection du titre professionnel et l'exercice des professions intellectuelles prestataires de services" (n° 1431)

06.01 Liesbeth Van der Auwera (CD&V): Il ressort de chiffres récents de l'Institut professionnel des agents immobiliers qu'une interdiction professionnelle a été infligée à 274 agents et syndics. En 2007, quatorze décisions disciplinaires auraient été prises concernant des syndics qui ne respectent pas les règles déontologiques. Pourriez-vous me fournir les chiffres complets de 2008 à aujourd'hui?

Lorsqu'ils portent plainte auprès d'une association professionnelle contre un syndic ou un agent immobilier, les plaignants ne sont généralement pas informés des suites qui y sont réservées. Pourquoi? Et pourquoi n'ont-ils, en plus, aucune possibilité de recours?

Envisage-t-on de procéder à une évaluation de la loi-cadre de 1976 et de modifier cette loi?

06.02 Sabine Laruelle, ministre (*en néerlandais*): Je transmets à la commission un tableau statistique.

Les plaignants sont informés de la date de l'audience et les audiences sont publiques.

Le droit disciplinaire sert à intervenir lorsque des personnes appartenant à une catégorie professionnelle ne remplissent pas correctement leur tâche. Les personnes lésées qui souhaitent être réintégrées dans leur droit doivent saisir à cet effet un tribunal civil.

Les plaignants sont informés si une suite a été réservée à leur plainte. La loi sur la protection de la vie privée interdit toutefois qu'ils soient également informés de la nature de la sanction.

Le plaignant n'étant pas partie dans une affaire disciplinaire, il ne peut interjeter appel, à l'inverse de l'assesseur juridique, qui contrôle la légalité des décisions.

L'Institut professionnel des agents immobiliers évalue à l'heure actuelle la loi-cadre. Je ne suis pas encore en possession des résultats de cet examen.

06.03 **Liesbeth Van der Auwera** (CD&V): Les victimes restent en partie dans l'incertitude quant à la suite réservée à leur plainte.

06.04 **Sabine Laruelle**, ministre (*en néerlandais*): Elles savent qu'une sanction sera imposée mais n'en connaissent pas la nature exacte.

L'incident est clos.

Présidente: Liesbeth Van der Auwera.

07 Questions jointes de

- **M. Franco Seminara au ministre de la Justice sur "l'assurance responsabilité civile professionnelle obligatoire des agents immobiliers" (n° 1434)**

- **M. Peter Logghe au ministre de la Justice sur "les agents immobiliers et la police d'assurance responsabilité professionnelle" (n° 1457)**

07.01 **Franco Seminara** (PS): L'Institut professionnel des agents immobiliers (IPI) a radié à vie 274 agents immobiliers (5 à 6 % du secteur!) qui n'étaient pas assurés. Seuls les agents flamands ont jusqu'ici été contrôlés. Le contrôle des francophones aura lieu début 2011.

Chaque agent immobilier est tenu de souscrire une assurance en responsabilité civile professionnelle et de faire garantir les fonds de valeurs qu'il détient ou gère dans le cadre de l'exercice de sa profession (article 5 du code de déontologie).

Le défaut d'assurance est-il en évolution? Quelles sont les fréquences des contrôles? Ne serait-il pas opportun d'exiger, en amont, une souscription obligatoire à une assurance, sous peine de nonaccès à la profession?

07.02 **Peter Logghe** (VB): L'Institut professionnel des agents immobiliers (IPI) a rayé de la liste de ses membres agréés 274 agents immobiliers néerlandophones qui n'étaient pas en mesure de présenter une attestation d'assurance en responsabilité professionnelle. Une procédure similaire visant les agents immobiliers francophones devrait être lancée sous peu. Pourquoi seulement maintenant?

À quoi s'expose un agent immobilier qui ne peut présenter une telle attestation? Est-il simplement rayé de la liste des membres de l'IPI? S'expose-t-il à une amende? Les agents non assurés sont-ils poursuivis?

Ne devrait-on pas mieux informer le public? Des citoyens risquent en effet de s'adresser à un agent immobilier et de faire des affaires avec lui sans se rendre compte qu'en cas de faillite, l'agence ne sera pas en mesure de les rembourser.

07.03 **Sabine Laruelle**, ministre (*en français*): Comme les deux questions ont été jointes, je tenterai une synthèse de mes réponses.

(*En néerlandais*) En mars 2011, les agents immobiliers francophones feront l'objet d'un contrôle qui, pour des raisons d'organisation et d'effectifs, n'a pas pu être effectué plus tôt. Il est difficile de prévoir quand les résultats seront disponibles. Pour les 5 200 agents immobiliers néerlandophones, la procédure a été bouclée dans un délai de neuf mois. Rappelons qu'il y a 3 767 francophones.

(En français) Des coups de sonde sont faits sur la base de listes envoyées par les compagnies d'assurance. Souscrire une assurance en responsabilité civile professionnelle est une obligation préalable à l'exercice de la profession d'agent immobilier. Pour exiger une telle obligation en amont, il faudrait une modification de la loi. C'est déjà le cas dans d'autres secteurs.

(En néerlandais) Si l'attestation n'est pas fournie après une mise en demeure, l'agent immobilier se voit radié de la liste. La loi ne prévoyant pas d'amendes, c'est la radiation qui est la sanction.

La publication d'une liste des agents immobiliers radiés est délicate et contraire à la protection de la vie privée. La liste des agents immobiliers en règle peut être consultée sur le site www.biv.be. Les membres radiés sont biffés de cette liste. Une liste positive me semble préférable à une liste noire.

07.04 Franco Seminara (PS): Comment pourrait-on exiger au préalable une souscription auprès d'un assureur?

07.05 Peter Logghe (VB): Du côté francophone, une fois de plus, les contrôles tardent à être mis en place. L'égalité des droits constitue une notion très élastique dans ce pays.

Ne pourrait-on vérifier si la production d'une attestation de responsabilité professionnelle ne pourrait être liée à l'obtention de la licence?

Une liste positive est effectivement plus sympathique, mais peu efficace sur le plan de la protection des droits. Quel client consulte en effet la liste? L'effet dissuasif d'une liste noire est certainement plus important.

07.06 Sabine Laruelle, ministre (en néerlandais): Le citoyen doit d'abord consulter le site web pour vérifier si un agent immobilier déterminé est agréé ou non. Une liste noire n'y changera rien. Le réflexe de s'informer sur le site doit encore être développé chez le citoyen.

L'incident est clos.

La réunion publique est levée à 11 h 28.

De behandeling van de vragen vangt aan om 10.28 uur. De vergadering wordt voorgezeten door mevrouw Liesbeth Van der Auwera.

01 Vraag van mevrouw Ann Vanheste aan de minister van KMO's, Zelfstandigen, Landbouw en Wetenschapsbeleid over "de inkomenscompensatievergoeding aan zelfstandigen bij openbare werken" (nr. 1220)

01.01 Ann Vanheste (sp.a): Sinds 1 januari 2009 zijn de aanpassingen van kracht op de wet van 3 december 2005 over de inkomenscompensatievergoeding voor zelfstandigen die het slachtoffer zijn van hinder door werken op het openbaar domein. Een dotatie van 1 miljoen euro uit de federale begroting wordt gestort in het Participatiefonds en de dagelijkse vergoeding voor zelfstandigen werd opgetrokken van 44,20 naar 70 euro.

Hoeveel zelfstandigen hebben in 2009 en 2010 een compensatievergoeding ontvangen? Welk bedrag aan vergoedingen werd uitgekeerd? Hoeveel dagen werden vergoed? Hoeveel aanvragen werden geweigerd en waarom? Volstaat de jaarlijkse federale dotatie? Hoeveel bedragen de jaarlijkse werkingskosten van dit stelsel?

01.02 Minister Sabine Laruelle (Nederlands): In 2009 hebben 784 zelfstandigen een inkomenscompensatievergoeding ontvangen, tot 30 september 2010 waren dat er 839. In 2009 werd 1,4 miljoen euro betaald, tot 30 september 2010 was dat 1,3 miljoen euro. In 2009 werden er 20.264 dagen vergoed, tot 30 september 2010 waren dat er 19.613.

In 2009 werden 124 aanvragen geweigerd, tot 30 september 2010 waren dat er 75. Redenen voor niet-ontvankelijkheid of weigering zijn divers: het ontbreken of onvolledigheid van het attest van hinder, verkeerde informatie van de gemeentebesturen, niet-naleving van de termijn voor het versturen van de aanvraag, een te korte sluiting, aanvragen met terugwerkende kracht, andere inkomens, geen sluiting van de inrichtingen, en de aanvrager is geen zelfstandige in hoofdberoep.

De wet van 3 december 2005 is in werking getreden op 1 juli 2006. Tot 31 december 2008 financierden de bouwheren dit stelsel, maar door de wijzigingen van eind 2008 wordt de financiering van de vergoeding sinds 1 januari 2009 verzekerd door een federale dotatie. De overgangsmaatregelen bepalen wel dat de bouwheren een bijdrage blijven betalen voor alle werken die gegund werden of tot stand zijn gekomen tot 31 december 2008 en met factuurdatum voor 1 januari 2010.

Het fonds heeft voor 2009 400.024 euro ontvangen en tot 30 september 2010 296.189 euro. Tegen het einde van het jaar zou het totale bedrag van de gestorte vergoedingen ongeveer 1,8 miljoen euro moeten bereiken. De bijdragen van de bouwheren zouden ongeveer 1,6 miljoen euro bedragen. De werkingskosten lopen op tot 120.000 euro per jaar. Dit zorgt ervoor dat de maatregelen voor het Participatiefonds eind 2010 een licht onevenwicht zullen vertonen.

De sectoren die het meest een beroep doen op de vergoeding zijn de groot- en kleinhandel, de herstellende van auto's en motorfietsen, hotels, cateringbedrijven en verwerkende industrieën.

Het incident is gesloten.

02 Vraag van mevrouw Katrin Jadin aan de minister voor Ondernemen en Vereenvoudigen over "de toestand bij de kmo's na de crisis" (nr. 1357)

02.01 Katrin Jadin (MR): Uit het KMO Kompas van Deloitte Fiduciaire blijkt dat meer dan een derde van de kmo's 2009 met verlies afsloten. In 2009 daalde de omzet van 62 kmo's voor het tweede jaar op rij. De omzet daalde gemiddeld met 17,2 procent en bij de zwaarst getroffen kmo's liep de omzet met 31,8 procent terug. Die kmo's moeten ondersteund worden.

Kan u die cijfers bevestigen? Welke evolutie mag men verwachten?

02.02 Minister Sabine Laruelle (Frans): Uit het zesde KMO Kompas van Deloitte Fiduciaire blijkt dat de kleinste ondernemingen werkelijk verzwakt uit de crisis komen. Dit wordt bevestigd in de jongste editie van de sinds eind 2008 opgestelde KeFiK-barometer, die de toegang tot bankkredieten van kmo's meet.

Tal van kmo's spraken hun reserves aan om de crisis het hoofd te kunnen bieden.

Meer dan ooit is de toegang tot kortlopend krediet van essentieel belang. Ik heb met de financiële sector overleg opgestart; KeFiK coördineert dat overleg. Een eerste verslag zou klaar moeten zijn tegen 15 december 2010.

Net zoals de maandelijkse conjunctuurenquête van de Nationale Bank bij de bedrijven, toont de KeFiK-barometer aan dat het ondernemersvertrouwen, na een terugval in augustus, in september verbeterde. De KeFiK-index van het ondernemersklimaat staat zelfs op zijn hoogste peil sinds dat instrument in het leven werd geroepen (5.38/10). We moeten echter voorzichtig blijven. Het KeFiK verwacht dat de volgende barometer (januari 2011) een ongewijzigde situatie zal laten zien.

De voorspellingen van de Nationale Bank en het Federale Planbureau met betrekking tot de consumptieve bestedingen van de particulieren en van de overheid zijn bemoedigend voor de economische activiteit in 2011. De werkloosheid zou in 2011 evenwel oplopen tot 8,7 procent.

Het klimaat van onzekerheid dreigt vooral negatieve gevolgen te hebben voor de horeca en de

handelszaken.

Het is dan ook uiterst belangrijk dat de steunmaatregelen die op alle niveaus werden genomen om de toegang tot kredieten voor ondernemingen te vergemakkelijken, worden gehandhaafd.

02.03 Kattrin Jadin (MR): In de Duitstalige Gemeenschap oefenen meer dan 4.000 personen een zelfstandige activiteit in hoofd- of bijberoep uit. Men bevestigt me voortdurend dat er nood is aan kredietlijnen om de financiële continuïteit te verzekeren.

Het incident is gesloten.

03 Samengevoegde vragen van

- de heer **Peter Luykx** aan de minister van KMO's, Zelfstandigen, Landbouw en Wetenschapsbeleid over "de verhuis van de Vlaamse Raad fv en de CFGOA" (nr. 1374)

- mevrouw **Liesbeth Van der Auwera** aan de minister van KMO's, Zelfstandigen, Landbouw en Wetenschapsbeleid over "de huidige en toekomstige behuizing van de Orde van Architecten" (nr. 1447)

03.01 Peter Luykx (N-VA): De Vlaamse Raad van de Orde van Architecten en de *Conseil francophone et germanophone de l'Ordre des Architectes* (CFGOA) zetelen samen in de Livornostraat, maar die locatie wordt te klein. Er wordt uitgekeken naar een andere locatie, maar dat blijkt niet eenvoudig. Zo kwamen de Franstaligen op een vergadering van de Nationale Raad onlangs terug op eerder gemaakte afspraken.

Wat is het standpunt van de minister over de afspraken tussen de Vlaamse Raad en de CFGOA? Wanneer zal er een nieuwe locatie zijn? In welke middelen wordt voorzien voor de verdere digitalisering van de diensten?

03.02 Liesbeth Van der Auwera (CD&V): De Orde van Architecten is op zoek naar een nieuwe locatie. De Vlaamse en Franstalige vleugel beslisten samen om geen gezamenlijk nieuw pand aan te kopen en de nationale zetel te verkopen. Tijdens een vergadering van de Nationale Raad kwamen de Franstaligen echter terug op deze afspraken en zij wensen het Vlaamse plan voor een eigen zetel niet meer te steunen.

Wat is het standpunt van de minister over de huidige lamentabele behuizing van de Orde van Architecten in de Livornostraat en de afspraken tussen beide taalvleugels over de verhuis? Binnen welke termijn zullen beide taalvleugels een nieuwe locatie betrekken?

03.03 Minister Sabine Laruelle (Nederlands): Hoewel de Vlaamse Raad en de CFGOA afzonderlijk kunnen beraadslagen, ligt de beslissingsbevoegdheid uitsluitend bij de Nationale Raad van de Orde der Architecten. De regeringscommissaris laat mij weten dat de Nationale Raad de mogelijkheden van een verhuis onderzoekt en daarbij twee opties overweegt. Het toezicht van de minister van Middenstand beperkt zich tot het budgettaire. Het is niet aan mij om een standpunt in te nemen over de verhuis. Ik respecteer de beslissingen van de Nationale Raad, binnen de marges van het wettelijk toezicht. Ik ben ook niet op de hoogte van de termijn waarbinnen de verhuis zal plaatsvinden. De toekenning van de middelen aan de deelraden behoort tot de interne keuken. Ik heb me daar niet in te mengen. Ik werd niet op de hoogte gebracht van voorstellen inzake digitalisering.

03.04 Peter Luykx (N-VA): De minister blijft het huidige systeem verdedigen, maar het blijkt niet te werken. Tegen de wil van de Nederlandstalige vleugel werd een ruimte in de Livornostraat heringericht voor 75.000 euro. Vervolgens kon de verhuis van de Vlamingen niet doorgaan omdat de Franstaligen terugkwamen op eerdere afspraken. Het is duidelijk dat het systeem niet werkt en moet worden veranderd.

03.05 Minister Sabine Laruelle (Nederlands): Ik betwist dat. Sommige Vlaamse leden kunnen beweren dat de Orde van Architecten niet goed functioneert, maar dat is niet de waarheid.

(Frans) Bij de Nationale Raad van de Orde van Architecten worden de drie landstalen gesproken, en het is niet zo dat het niet werkt en dat het niet goed gaat. Alleen weet ik niet hoe u het te voeren beleid dan wel ziet.

Ik heb de wet altijd nageleefd in de zevenenhalf jaar dat ik minister ben. Een minister heeft een beroepsvereniging als de Orde van Architecten niets te zeggen.

Ik kan u geruststellen in verband met de verhuizing: de Vlamingen hebben niet het monopolie op een goed beheer. Er worden twee opties bestudeerd. Als een en ander een forse verhoging van de bijdrage tot gevolg heeft, zal ik mij daartegen verzetten. Het budget wordt mij immers ter goedkeuring voorgelegd.

03.06 Peter Luykx (N-VA): Ik zeg niet dat alles misloopt, maar er zijn toch duidelijk tekenen dat niet alles loopt zoals het moet. Ik stel voor dat eens te onderzoeken. Dat lijkt me een taak voor de regeringscommissaris.

03.07 Minister Sabine Laruelle (Nederlands): Dat is inderdaad een taak voor de regeringscommissaris, maar niet voor de minister.

03.08 Liesbeth Van der Auwera (CD&V): Enkele weken geleden hebben wij hier gedebatteerd over een hervorming van de Orde van Architecten. Ik heb daarover ook een wetsvoorstel ingediend. Beide taalvleugels vergaderen apart, maar mogen niets beslissen. De Orde zoals ze nu bestaat, functioneert niet meer naar behoren.

03.09 Minister Sabine Laruelle (Nederlands): De Orde moet inderdaad worden hervormd. Daarover hebben al vele vergaderingen plaatsgehad met beide taalvleugels. Er is een breed compromis, maar er zijn nog een drietal struikelblokken. Hoewel ik als minister in een regering van lopende zaken geen initiatief kan nemen voor de financiering van de herstructurering, ben ik wel bereid met de commissie samen te werken aan de hervorming. Het kan zeker niet de bedoeling zijn een hervorming door te voeren tegen de wil van de ene of de andere taalvleugel, zij moeten daarover samen een akkoord sluiten.

03.10 Peter Luykx (N-VA): De N-VA heeft hierover een nieuw wetsvoorstel ingediend. Misschien kan dat de aanloop zijn naar een oplossing.

De **voorzitter:** De voorstellen over de hervorming van de Orde van Architecten staan op de agenda. Wij zullen ze in januari en februari behandelen.

Het incident is gesloten.

04 Vraag van mevrouw Liesbeth Van der Auwera aan de minister van KMO's, Zelfstandigen, Landbouw en Wetenschapsbeleid over "de mogelijkheid tot uitverkoop in geval van waterschade" (nr. 1377)

04.01 Liesbeth Van der Auwera (CD&V): De overstromingen van vorige maand hebben ook heel wat zelfstandigen getroffen. Als de normale activiteit van een zaak onmogelijk is geworden door overmacht, waterschade bijvoorbeeld, dan is het toegelaten een uitverkoop te houden. Daarvoor moet een aanvraag worden ingediend bij de dienst Handelsreglementering.

Hoeveel aanvragen werden ingediend? Hoeveel werden er goedgekeurd? Is deze maatregel voldoende bekend bij de zelfstandigen?

04.02 Minister Sabine Laruelle (Nederlands): Artikel 25 van de wet op de marktpraktijken bepaalt dat een ondernemer die beantwoordt aan een van de negen wettelijke voorwaarden voor de organisatie van een uitverkoop, dit moet melden bij de FOD Economie. Hij hoeft dit dus niet aan te vragen.

Sinds de watersnood van november heeft de FOD Economie drie meldingen gekregen uit Waals-Brabant. Zij beantwoordden alle drie aan de wettelijke voorwaarden. De ondernemers kennen de regels van uitverkoop goed: zij werden ook niet gewijzigd in de wet van 6 april 2010 op marktpraktijken en consumentenbescherming.

Ik benadruk dat om overmacht te kunnen invoeren, de hinder ernstig en van langdurige aard moet zijn, zoals maandenlange wegwerkzaamheden die de normale toegang tot de handelszaak sterk belemmeren.

Het incident is gesloten.

Voorzitter: Peter Logghe.

05 Vraag van mevrouw Liesbeth Van der Auwera aan de minister van KMO's, Zelfstandigen, Landbouw en Wetenschapsbeleid over "de kredietbemiddelaar" (nr. 1378)

05.01 **Liesbeth Van der Auwera** (CD&V): Volgens de Nationale Bank verloopt de kredietverlening aan kmo's opnieuw vlotter. De problemen zijn daarmee echter niet van de baan: banken rekenen een hoge wederbeleggingsvergoeding aan, hoge waarborgen en hoge tarieven voor kaskredieten.

In februari 2009 werd de Kredietbemiddelaar aangesteld als onderdeel van het kmo-herstelplan. Hoeveel aanvragen ontving die al voor bemiddeling tussen kmo's en banken? Hoeveel dossiers leidden tot een gunstig resultaat? Is de Kredietbemiddelaar wel voldoende bekend? Is er voldoende samenwerking met de Gewesten, zodat de ondernemingen weten welk bestuursniveau instaat voor welke steunmaatregelen? Krijgt de Kredietbemiddelaar een permanente rol of wordt hij afgeschaft als de crisis voorbij is?

05.02 Minister **Sabine Laruelle** (*Nederlands*): De dienst Kredietbemiddeling ontving tot nu toe 466 dossiers voor kredietbemiddeling en tien dossiers voor een interventie inzake problemen met een kredietverzekering. Een kleine minderheid van de dossiers was onontvankelijk. 61 procent van de dossiers had een gunstige afloop. De bemiddeling heeft zeker al 2.000 arbeidsplaatsen gered.

De bekendheid van de Kredietbemiddelaar blijft een werkpunt. Een infolder en begeleidende brief aan de beroepsfederaties moeten voor beterschap zorgen. Ook de pers wordt ingeschakeld.

Er zijn natuurlijk contacten met de verschillende instellingen die steunmaatregelen toekennen op gewestelijk en op federaal niveau. Over het algemeen beschikt de dienst over vaste contactpersonen bij die instellingen en bij de banken. Dat zorgt voor snel overleg over heel concrete problemen.

De kredietbemiddeling is door de OESO erkend als een zeer goede praktijk, die navolging krijgt in diverse EU-lidstaten. Er wordt daarom overwogen om de Kredietbemiddelaar als structurele maatregel in te voeren, aangezien de maatregel gunstige effecten heeft en niet erg veel kost. De economie zwengelt dan wel aan, maar het aantal dossiers rond kredietbemiddeling blijft nog steeds toenemen. Op dit ogenblik wordt de maatregel door het KeFiK via eigen middelen gefinancierd. Misschien moeten we voor een andere financiering zorgen.

05.03 **Liesbeth Van der Auwera** (CD&V): Ik ben blij dat men de kredietbemiddeling een structureel karakter wil geven.

Het incident is gesloten.

06 Vraag van mevrouw Liesbeth Van der Auwera aan de minister van KMO's, Zelfstandigen, Landbouw en Wetenschapsbeleid over "de evaluatie van de kaderwet tot reglementering van de bescherming van de beroepstitel en van de uitoefening van de dienstverlenende intellectuele beroepen van 1 maart 1976" (nr. 1431)

06.01 **Liesbeth Van der Auwera** (CD&V): Uit recente cijfers van het Beroepsinstituut van Vastgoedmakelaars blijkt dat 274 makelaars en syndici een beroepsverbod krijgen. In 2007 zouden veertien tuchtrechtelijke beslissingen zijn genomen over syndici die de regels van de deontologie niet respecteren. Kan ik de volledige cijfers van 2008 tot heden krijgen?

Mensen die bij een beroepsverbond een klacht indienen tegen een syndicus of makelaar, worden meestal niet op de hoogte gebracht van het gevolg dat aan hun klacht werd gegeven. Hoe komt dat? Waarom ontbreekt voor hen bovendien de mogelijkheid tot beroep?

Wordt overwogen de kaderwet uit 1976 te evalueren en aan te passen?

06.02 Minister **Sabine Laruelle** (*Nederlands*): Ik overhandig de commissie een tabel met het cijfermateriaal.

Klagende partijen worden ingelicht over de zittingsdatum. De zittingen zijn openbaar.

Het tuchtrecht dient om in te grijpen als personen van een bepaalde beroepsgroep hun taak niet behoorlijk vervullen. Benadeelde personen die in hun recht willen worden hersteld, moeten zich daarvoor tot een burgerlijke rechtbank wenden.

De klagers worden ervan op de hoogte gebracht of er gevolg is gegeven aan hun klacht. De wet op de privacy verbiedt echter dat zij ook op de hoogte worden gebracht van de aard van de sanctie.

Omdat de klager geen partij is in een tuchtzaak, kan hij niet in beroep gaan. De juridische assessor, die toezicht houdt op de wettelijkheid van de beslissingen, kan wel in beroep gaan.

Het Beroepsinstituut van Vastgoedmakelaars evalueert momenteel de kaderwet. Ik heb nog geen resultaten.

06.03 **Liesbeth Van der Auwera** (CD&V): Slachtoffers blijven deels in de kou omdat ze niet weten welk gevolg er is gegeven aan hun klacht.

06.04 Minister **Sabine Laruelle** (*Nederlands*): Ze weten of er een sanctie komt, maar ze weten niet welke sanctie.

Het incident is gesloten.

Voorzitter: Liesbeth Van der Auwera.

07 **Samengevoegde vragen van**

- de heer **Franco Seminara** aan de minister van Justitie over "de verplichte burgerlijke beroepsaansprakelijkheidsverzekering van de vastgoedmakelaars" (nr. 1434)
- de heer **Peter Logghe** aan de minister van Justitie over "de vastgoedmakelaars en de beroepsaansprakelijkheidspolis" (nr. 1457)

07.01 **Franco Seminara** (PS): Het Beroepsinstituut van Vastgoedmakelaars (BIV) heeft 274 makelaars (maar liefst 5 tot 6 procent van zijn leden!) definitief geroyeerd omdat ze niet verzekerd waren. Tot nu toe werden enkel de Vlaamse makelaars gecontroleerd. Begin 2011 komen de Franstalige aan de beurt.

Elke makelaar is verplicht een verzekering inzake burgerlijke beroepsaansprakelijkheid af te sluiten en de gelden en waarden die hij bewaart of beheert in het kader van de uitoefening van zijn opdracht van bemiddelaar of beheerder van goederen, te laten waarborgen (artikel 5 van het reglement van plichtenleer).

Neemt het aantal makelaars zonder verzekering toe of af? Hoe vaak vinden er controles plaats? Zou men niet pro-actief moeten optreden en de toegang tot het beroep afhankelijk maken van het aangaan van een verzekering?

07.02 **Peter Logghe** (VB): 274 Nederlandstalige vastgoedmakelaars werden geschrapt door het Beroepsinstituut van Vastgoedmakelaars (BIV) omdat zij geen attest van beroepsaansprakelijkheid konden voorleggen. Voor de Franstalige vastgoedmakelaars zou eerstdaags een gelijkaardige procedure worden opgestart. Waarom gebeurt dit pas nu?

Wat zijn de gevolgen van het niet kunnen voorleggen van een attest van beroepsaansprakelijkheid? Worden deze makelaars alleen van de lijst van het BIV geschrapt? Kan er een boete worden opgelegd? Worden de niet-verzekerde makelaars vervolgd?

Moet hier niet meer ruchtbaarheid aan worden gegeven? Burgers gaan misschien onwetend bij een vastgoedmakelaar binnen, waardoor ze misschien zaken doen met een kantoor dat niet kan terugbetalen als

het failliet gaat.

07.03 Minister **Sabine Laruelle** (*Frans*): Aangezien beide vragen werden samengevoegd, zal ik proberen een globaal antwoord te formuleren.

(*Nederlands*) In maart 2011 zal er een procedure worden gestart voor de controle van de Franstalige beroepsbeoefenaars. Om organisatorische en personeelsredenen kon dit niet eerder. Wanneer de resultaten er zullen zijn, is moeilijk te zeggen. Voor de 5.200 Nederlandstalige makelaars werd de procedure afgerond op negen maanden en er zijn 3.767 Franstaligen.

(*Frans*) Er werden steekproeven uitgevoerd op basis van lijsten die door de verzekeringsmaatschappijen werden overgezonden. Alleen wie een verzekering inzake burgerlijke beroepsaansprakelijkheid afgesloten heeft, mag het beroep van vastgoedmakelaar uitoefenen, zo wil het de deontologie. Om die voorafgaande beroepsaansprakelijkheidsverzekering verplicht te stellen moet de wet gewijzigd worden. Dat is voor andere sectoren al gebeurd.

(*Nederlands*) Als men na aanmaning nog geen attest voorlegt, wordt men geschrapt van de lijst. Dat is de straf, boetes staan niet in de wet vermeld.

De publicatie van een lijst met geschrapte vastgoedmakelaars is delicaat en strijdig met de bescherming van het privéleven. De ledenlijst van degenen die wel voldoen, is te consulteren op www.biv.be. De geschrapte leden worden wel van deze lijst verwijderd. Een positieve lijst lijkt me te verkiezen boven een zwarte lijst.

07.04 **Franco Seminara** (PS): Hoe zou men vooraf kunnen eisen dat er een verzekering wordt afgesloten?

07.05 **Peter Logghe** (VB): Aan Franstalige kant komen de controles dus weer eens veel trager op gang. Rechtsgelijkheid is wel een zeer rekbaar begrip in dit land.

Moeten we niet nagaan of het voorleggen van een attest van beroepsaansprakelijkheid niet kan worden gekoppeld aan het ontvangen van de startvergunning?

Een positieve lijst is inderdaad sympathieker, maar qua rechtsbescherming wel nogal zwak. Welke klant raadpleegt de lijst immers? Het afschrikkingseffect van een zwarte lijst is zeker groter.

07.06 Minister **Sabine Laruelle** (*Nederlands*): De burger moet eerst op de website gaan kijken of een vastgoedmakelaar al dan niet erkend is. Een zwarte lijst verandert daar niets aan. Die reflex om zich via de site te informeren moet bij de burgers nog aangewakkerd worden.

Het incident is gesloten.

De openbare commissievergadering wordt gesloten om 11.28 uur.